

**ASSOCIATION Comité de Liaison des Acteurs de la Promotion Sud-Ouest**

**13-15, Allée du Colonel Fabien**

**33310 LORMONT**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

Expertise comptable / Commissariat aux comptes – [www.jpa.wg.com](http://www.jpa.wg.com) – [wg@jpa-wg.com](mailto:wg@jpa-wg.com)

BORDEAUX / 8 rue Louis Sabourin 33200 Bordeaux T : 05 57 81 50 80

AMBARÈS-ET-LAGRAVE / 6 Rue Victor Hugo 33440 Ambarès-et-Lagrave T : 05 56 06 02 86

LÈGE-CAP FERRET / 71 Avenue de la Mairie 33950 Lège-Cap Ferret T : 05 64 51 00 80

PAUILLAC / 5 Quai A. Pichon 33250 Pauillac T : 05 35 54 46 03

GRADIGNAN / 103, Cours du Général de Gaulle 33170 Gradignan T : 05 35 54 15 15



A l'assemblée générale de l'association Comité de Liaison des Acteurs de la Promotion Sud-Ouest du  
24 Juin 2025

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PLIE DES HAUTS DE GARONNE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### ***Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée aux circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note de l'annexe des comptes annuels relative au Éléments significatifs.

Votre association se trouve au sortir d'une période d'observation et est en passe d'obtenir l'approbation finale d'un plan de redressement.

Il convient donc d'observer que les comptes annuels ont été présentés sous convention de continuité d'exploitation.

D'autre part, l'association s'engage à suivre le plan de redressement et à ce que les comptes annuels concordent avec lui ce qui pourrait amener des évolutions concernant les soldes des passifs présentés dans les comptes annuels clos au 31 décembre 2024.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Engagement retraite » de l'annexe des comptes annuels concernant la méthode de valorisation de la provision couvrant le risque lié aux engagements retraites.

Il convient de documenter l'évaluation du risque et de valider sa traduction dans vos comptes annuels.

### ***Justification des appréciations***

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et les informations fournies sur les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents adressés à l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux le 20 Juin 2025

**JPA ACTUS**  
SAS au capital de 100 000 €  
432 880 137 RCS-Bordeaux  
*Société d'expertise comptable*  
*Commissariat aux comptes*  
8 Rue Louis Sabourin - 33200 BORDEAUX  
Tél. 05 57 81 50 80 - [info@jpa-wg.com](mailto:info@jpa-wg.com)

JPA WANLIN GRELIER

Représentée par M. Olivier BOYER

Commissaire aux Comptes

## Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	12 035	12 035		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	90 570	85 652	4 918	11 682
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	259		259	259
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	6 505		6 505	10 130
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>109 370</b>	<b>97 687</b>	<b>11 682</b>	<b>22 071</b>
COMPTES DE REGULARISATION	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	22 904		22 904	548
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 356		3 356	3 625
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	448 318		448 318	576 346
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	894		894	894
COMPTES DE REGULARISATION	<b>DISPONIBILITES</b>	148 664		148 664	2 364
	Charges constatées d'avance	6 956		6 956	18 865
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>631 093</b>		<b>631 093</b>	<b>602 642</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecarts de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>	<b>740 462</b>	<b>97 687</b>	<b>642 775</b>	<b>624 713</b>
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			6 505	10 130
	(3) dont à plus d'un an				



## Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(289 516)	(240 545)
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>(400 875)</b>	<b>(48 971)</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>(363 233)</b>	<b>37 642</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>(363 233)</b>	<b>37 642</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	1 282	61 656
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>1 282</b>	<b>61 656</b>
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	77 205	84 768
	<b>Total des provisions</b>	<b>77 205</b>	<b>84 768</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	108 618	5 703
	Emprunts et dettes financières divers		18 750
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	119 727	113 442
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	694 021	299 382
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	5 155	3 001
	Produits constatés d'avance		370
	<b>Total des dettes</b>	<b>927 521</b>	<b>440 647</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>642 775</b>	<b>624 713</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(400 875,35)	(48 971,44)
	(1) Dont à moins d'un an	927 521	440 647
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	108 618	5 703



## Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	180	195
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	26 835	25 261
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 208 126	1 610 758
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 075	2 226
	Utilisations des fonds dédiés	61 656	289 651
	Autres produits	369	
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>1 312 240</b>	<b>1 928 092</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	45	383
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	295 650	439 637
	Aides financières	4 845	9 768
	Impôts, taxes et versements assimilés	67 429	82 249
	Salaires et traitements	790 926	960 059
	Charges sociales	321 926	378 452
	Dotation aux amortissements et dépréciations	6 432	7 457
	Dotation aux provisions	1 679	
	Reports en fonds dédiés	1 282	61 656
	Autres charges	217 358	
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>1 707 573</b>	<b>1 939 662</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(395 332)</b>	<b>(11 570)</b>

## Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(395 332)</b>	<b>(11 570)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	26	206
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>Total des produits financiers</b>		<b>26</b>	<b>206</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	3 917	3 302
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>		<b>3 917</b>	<b>3 302</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>(3 891)</b>	<b>(3 096)</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>(399 223)</b>	<b>(14 666)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	442	1 776
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>442</b>	<b>1 776</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	2 094	35 827
	Sur opérations en capital		254
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		<b>2 094</b>	<b>36 081</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(1 652)</b>	<b>(34 305)</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>1 312 709</b>	<b>1 930 073</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>1 713 584</b>	<b>1 979 045</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>(400 875)</b>	<b>(48 971)</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			



## Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **642 775** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **1 312 709** euros
  - un total charges de **1 713 584** euros
  - dégage un résultat de **-400 875** euros



L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association CLAP SUD OUEST** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

#### Objet de l'association :

Le CLAP Sud-Ouest est une association déclarée conformément aux dispositions de la loi de 1er Juillet 1901.

Le CLAP Sud-Ouest oeuvre à la construction d'une société interculturelle.

L'intervention du CLAP peut prendre la forme d'actions en faveur de :

- La promotion des personnes, des groupes, des associations,
- L'accès à la citoyenneté sociale, économique et politique de tous ceux qui en sont exclus, y compris les étrangers vivant en France,
- La reconnaissance des minorités et de leurs organisations,
- L'éradication du racisme, de la xénophobie et de toutes les formes organisées ou non qui affichent ces thèmes au mépris de la loi ou des conventions et déclarations internationales.

Elle s'appuie, sans que cela soit exhaustif, sur la formation, l'alphabétisation, la lutte contre l'illettrisme, le développement de la vie associative, le développement des expressions culturelles, le soutien des dynamiques d'intégration, la contribution à la construction d'une dynamique de co-développement solidaire dans la perspective d'une nouvelle éthique juste et solidaire.

#### Le CLAP en quelques dates :

**1983** Création d'une antenne locale du comité de Liaison pour l'alphabétisation et de la promotion, à Bordeaux.

**1990** Transformation de l'antenne locale, en délégation Régionale du CLAP pour toute la région Aquitaine.

**1993** Création de l'association autonome CLAP Sud-Ouest, avec vingt associations adhérentes et trois acteurs sociaux.

**1999** Changement de dénomination. CLAP Sud-Ouest signifie désormais : Comité de liaison des Acteurs de la promotion dans le Sud- Ouest.

## Annexe au Bilan

**2000** Changement d'adresse du siège social et déménagement au 223, Avenue d'Arès à Bordeaux(33200)

**2004** Changement d'adresse du siège social et déménagement au 176-182, rue Guillaume Leblanc à Bordeaux(33000), en fin d'année Changement d'adresse du DPLAI au 134 cours St Louis à Bordeaux(33000) en juin 2004.

**2008** Déménagement de l'antenne de Lormont au 10 rue du Colonel Fabien à LORMONT(33310) fin octobre 2008

**2015** Déménagement du DPLAI au 71 Boulevard Albert Brandebourg à Bordeaux (33000) en août 2015

**2019** Déménagement temporaire du DPLAI et du CLAP au 176 et 110 rue Achard à Bordeaux (33000) en juillet 2019, en raison de travaux de rénovation des locaux.  
Les dons versés à l'association sont éligibles au bénéfice des réductions d'impôt prévus par les Art 200 et 238 bis du CGI.

**2020** Les travaux étant terminés, l'association a réinvesti ses locaux rue Guillaume Leblanc à Bordeaux (33 000).

**2024** En date du 11 juin 2024, ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.



## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **642 775 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 312 709 euros** et un total **charges de 1 713 584 euros**, dégageant ainsi un **résultat de -400 875 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation dans le cadre d'un plan de redressement.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimé avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



## Règles et Méthodes Comptables

### Produits et charges exceptionnels.

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

### Fonds Dédiés :

Lorsqu'une subvention accordée pour financer une ou plusieurs actions n'a pu être utilisée en totalité au cours de l'exercice, les engagements d'emplois

et leurs réalisations ultérieures sont traités selon les modalités définies par le règlement n°2018-06. A ce titre, les engagements d'emplois sont inscrits en Charges aux comptes 6894 "Engagements à réaliser" et au passif sous la rubrique 19 "Fonds dédiés sur subventions". Ils sont rapportés au compte de résultat au rythme de leur réalisation au compte 7894 "report de subventions non utilisées".

### Engagement retraite :

Provision pour engagement Retraite : L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles et ceux de manière individualisée.

Les hypothèses actuarielles retenus sont les suivantes :

Taux actuariel : 2.25 %

Taux de croissance des salaires : 1 %

Age de départ à la retraite : 65 ans

Table de taux de mortalité : TG 05..



### Autres Eléments significatifs

Par jugement en date du 11 juin 2024, le Tribunal Judiciaire de Bordeaux a ouvert une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de l'association suite à des difficultés financières. Une période d'observation s'en est suivie jusqu'au mois de mai 2025. Par jugement en date du 16 mai 2025 le Tribunal a pré-validé un accord de plan de redressement présenté par l'association. Les dettes sont présentes brutes au bilan, et seront amendées courant 2025 au moment où le plan sera définitivement adopté.

Il est à noter que les charges d'exploitation comprennent des frais divers de procédure de redressement de 217 357 euros.



## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	12 035					12 035
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 035					12 035
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	22 878				858	22 020
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	82 287				13 737	68 550
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		105 165				14 595	90 570
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	259					259
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	10 130				3 625	6 505
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 389				3 625	6 764
TOTAL		127 589				18 220	109 370



## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	12 035			12 035
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 035			12 035
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	21 870	594	526	21 938
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	71 614	5 837	13 737	63 714
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	93 483	6 432	14 263	85 652	
TOTAL		105 519	6 432	14 263	97 687



## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	84 768	1 679	9 241	77 205
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>84 768</b>	<b>1 679</b>	<b>9 241</b>	<b>77 205</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>84 768</b>	<b>1 679</b>	<b>9 241</b>	<b>77 205</b>
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			1 679	9 241	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



## Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	6 505	6 505	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	3 356	3 356	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	900	900	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	127	127	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	447 291	447 291	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	6 956	6 956	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>465 135</b>	<b>465 135</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	108 618	108 618		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	119 727	119 727		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	80 134	80 134		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	586 485	586 485		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	27 402	27 402		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	5 155	5 155		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>927 521</b>	<b>927 521</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		18 750			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	10 547				10 547
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	316 611				316 611
Autres réserves					
Report à nouveau	(240 545)	(48 971)			(289 516)
Report à nouveau sous ctrl de tiers financeurs					
Excédent ou déficit de l'exercice	(48 971)	48 971		400 875	(400 875)
<b>Situation nette</b>	<b>37 642</b>			<b>400 875</b>	<b>(363 233)</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>37 642</b>			<b>400 875</b>	<b>(363 233)</b>





## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	61 656	61 656	1 282	1 282
<b>TOTAL</b>	<b>61 656</b>	<b>61 656</b>	<b>1 282</b>	<b>1 282</b>

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
<b>Total</b>				
Legs et donations				
<b>Total</b>				
<b>TOTAL</b>				





## Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
PF 87	45 547	45 547		
BDD 93	8 096	8 096		
FPH 87	3 513	3 513		
FORMATION BAFA 87	1 000	1 000		
VA 87	3 500	3 500		
DDET23 Diagnostics			1 282	1 282
<b>Totalisation</b>	<b>61 656</b>	<b>61 656</b>	<b>1 282</b>	<b>1 282</b>



Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Fonds dédiés	61 656	1 282	61 656			1 282	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	61 656	1 282	61 656			1 282	



## Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>6 956</b>
MICROSOFT LICENCE		1 006	
BNP LEASE		139	
LAMY LIAISONS		136	
ACTIVE DEVELOPPEMENT		3 815	
GRENKE		648	
MAIF			
SAGE		1 212	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>6 956</b>



Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			



Honoraires des Commissaires aux Comptes

	31/12/2024	31/12/2023	%	%	31/12/2024	31/12/2023	%	%
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	9 000	10 104	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
<b>Sous-total</b>	<b>9 000</b>	<b>10 104</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
<b>Sous-total</b>								
<b>TOTAL</b>	<b>9 000</b>	<b>10 104</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				





## Annexe libre

### Autres informations

Rémunérations allouées aux dirigeants.

Les rémunérations allouées aux trois plus hauts cadres dirigeants ont représenté un total de 129 875 euros.

### Cotisations:

Les cotisations sont enregistrées à l'émission et sans contrepartie

### Créances diverses :

Créances Financeurs :

FAMI : 171 859 euros  
FSE +DEPARTEMENT HAUTE VIENNE : 29 355 euros  
CONSEIL GENERAL 33 : 32 820 euros  
DEPARTEMENT GIRONDE FSE+ : 92 179 euros  
MSA GIRONDE : 15 850 euros  
CA Limoges METROPOLE : 2 200 euros  
CONSEIL REGIONAL AQUITAINE : 103 028 euros

Les créances financeurs ont été comptabilisées en fonction des dossiers de financement déposés auprès des différents organismes.

Il est à noter que certains dossiers sont particulièrement complexes et qu'en conséquence, les paiements attendus et estimés vont nécessiter un certain délai.

### Frais divers de procédure de redressement : 217 357 euros

dont indemnité de licenciement	: 76 941 euros
dont indemnité de préavis chargées	: 82 660 euros
dont frais déménagements	: 3 493 euros
dont honoraires mandataires ; avocats	
procédure RJ	: 54 263 euros



### Contributions volontaires :

Néant

### Réfaction sur projets :

Les réfections sur projets sont comptabilisées en déduction des comptes de produits concernés.